

Au sommaire

- 5 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Servitude. Travaux nécessaires du fait du propriétaire du fonds servant : délai de prescription de l'action
- 6 ENTREPRISE**
Société à responsabilité limitée (SARL). Obligation de réparation due par le gérant qui s'est versé une rémunération sans autorisation
Baux commerciaux. Droits du preneur en cas de manquement du bailleur à son obligation de délivrance continue
- 8 FAMILLE - PATRIMOINE**
Testament. Irrecevabilité de l'action du légataire particulier en nullité d'un testament postérieur révoquant son legs
- 10 FISCAL**
Impôts et taxes. Actualisation des plafonds d'exonérations et abattements facultatifs de CVAE au titre de 2025
Revenus fonciers. Incitation à l'investissement locatif : actualisation pour 2026 des plafonds de loyer et de ressources

À LA Une

Vente du local commercial à une SCI familiale et droit de préemption du preneur

En vue de renforcer la stabilité des activités commerciales, le bail commercial offre au locataire un droit de préemption en cas de vente des murs.

Un arrêt publié de la Cour de cassation du 5 mars 2026 précise les limites de ce droit, énonçant que l'exception légale relative aux cessions familiales ne s'applique pas lorsqu'une SCI est l'acquéreur, même si elle est composée exclusivement de membres de la famille du bailleur.

La personnalité morale de la SCI fait, en effet, obstacle à l'application du dernier alinéa de l'article L. 145-46-1 du Code de commerce.

> **LIRE P. 1**